

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

SOMMAIRE

Solidarité
Internationale
(Page 2)

Au cœur de la crise
mondiale la politique
sociale
(pages 3 et 4)

Les bras m'en tombent
(page 4)

Communiqué de Réso
(page 5)

Changement de statut
de la poste
(page 6)

Privatisation des
postes européennes
(page 6)

Sauvons la statistique
publique
(page 7)

Coup de gueule
(page 8)



Le mot de la Présidente

Madame Lagarde trouve que la période de froid qui a traversé la France n'a pas que de mauvaises conséquences car, si c'est dur pour les plus pauvres, les plus riches peuvent craquer pour un petit manteau lors des soldes. Monsieur Woerth, lui, pense que ceux qui ont manifesté le 29 janvier feraient mieux de retrousser les manches. Au-delà de la provocation volontaire ou inconsciente que constituent ces déclarations, faut-il d'autres exemples pour démontrer combien cette droite est coupée du peuple et totalement étrangère à ses préoccupations ?

Pendant ce temps, l'ensemble de la presse a dû reconnaître que 70% de la population française soutenait la grève interprofessionnelle. D'ailleurs, notons-le, il y a bien longtemps que les organisations syndicales n'avaient pas su montrer un front aussi uni. Il faut dire que c'était pour le moins utile, vu l'ampleur du désastre !

- Les services publics sont toujours en ligne de mire : privatisation de la Poste, « imposée » par l'Union Européenne, nous dit-on. Mais quand on veut sauver les banquiers, il me semble bien qu'on se moque des directives ! Hôpitaux publics acculés à la faillite. Institution scolaire remise en cause dans ses programmes comme dans ses moyens, avec l'emblématique suppression de 3000 postes de RASED,

- Après le vote d'une inapplicable loi DALO, mise en place de la véritable politique gouvernementale en matière de logement grâce à la loi Boutin : diminution des crédits affectés au logement, remise en cause de la loi SRU, complétée du hold-up sur le livret A,

- Attaques répétées contre le travail et les droits des salariés : tentative de banaliser le travail du dimanche, report à 70 ans de l'âge limite pour partir en retraite, généralisation de la précarisation des contrats de travail,

- Baisse ou, au mieux, pour les plus favorisés, stagnation du pouvoir d'achat des salaires et des pensions de retraite,

- Fermetures d'usines, délocalisations, licenciements, au beau prétexte de la « crise », trouvent une nouvelle vigueur afin de satisfaire les ambitions de profit des actionnaires. A la place du plein emploi que nous promettait Sarkozy lors de la présidentielle, c'est une augmentation de plus de 10% du chômage à laquelle on a assisté en 2008. 1500 chômeurs de plus ont été recensés chaque jour en décembre. Et 2009 promet d'être encore pire !

Et pendant ce temps, sans pudeur et même avec arrogance, Sarkozy distribue des milliards d'euros, des marchés ou des prébendes à ses amis ! Il a même l'impudeur de dire que l'Etat n'a pas à entrer au capital des banques (contre 360 millions d'euros) car « ce n'est pas son métier » ! Est-ce que c'est le métier de l'Etat de couler la TV publique au plus grand bénéfice de Martin Bouygues ? Est-ce que c'est le métier de l'Etat de protéger les plus riches par le bouclier fiscal ? Est-ce que c'est le métier de l'Etat de payer, par des réductions d'impôts, les employés à domicile des riches ?

La droite n'a jamais été l'amie de ceux qui vivent de leur travail. Mais, aujourd'hui, le mépris atteint un tel niveau que la réponse des salariés doit être éclatante.

Et la réponse politique doit se construire. En juin, se tiendront les élections européennes et, dans les partis, les grandes manœuvres ont commencé. On le sait, jamais ces élections n'ont influé sur la politique nationale. Et, si, pour une fois, elles servaient à quelque chose ?

Plusieurs démarches parallèles cherchent à rassembler sur une même liste celles et ceux qui, à gauche, se sont battus et ont gagné en 2005 contre l'inscription dans le marbre du libéralisme européen.

A Réso, nous regardons avec intérêt ces initiatives. Parmi elles, celle du Front de Gauche nous apparaît comme étant la plus pertinente, la plus intéressante. Pas parce que nous pensons que cela permettra de peser à Strasbourg ou à Bruxelles, où les eurodéputés n'ont aucun poids, mais parce que nous considérons qu'il s'agit d'une première étape dans la reconstruction d'une véritable gauche politique, en France, apte à répondre aux aspirations du mouvement social. L'émergence d'une telle force, diverse dans ses origines, mais unie dans sa volonté de proposer une autre politique économique et sociale pourrait répondre aux intérêts des citoyens, des salariés et non des profiteurs. Ainsi, le peuple qui a voté non le 29 mai trouverait là une perspective d'espoir et une possibilité, à terme, de changement.



Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

GRANDE BRETAGNE

Dans les trois derniers mois de l'année 2008, le nombre d'entreprises britanniques se déclarant en faillite a augmenté de près de 125 %, selon le [Times](#).

Quelque 1 289 entreprises se sont déclarées en faillite entre octobre et décembre 2008 contre 575 à la même période en 2007 soit une augmentation de 124 %.

Par ailleurs, le nombre de faillites personnelles au Royaume-Uni a également atteint un niveau historique – le plus élevé depuis 1960. Toujours selon le Times, plus de 350 personnes deviendraient insolvables chaque jour. Dans les trois derniers mois de 2008, environ 19 100 personnes se sont déclarées en faillite personnelle, soit une augmentation de 22 % en un an. En tout, ce sont 67 428 Britanniques qui ont fait faillite l'année dernière.

USA

Avec 598 000 emplois perdus – le plus mauvais résultat depuis trente-quatre ans –, les Etats-Unis ont détruit des emplois pour le treizième mois consécutif. Le pire réside dans l'évolution constatée. Dans les huit premiers mois de 2008, ces destructions tournaient autour de 150 000 par mois. Sur le dernier trimestre, elles sont quatre fois supérieures. A ce rythme, le pays perdrait cette année plus de 7 millions d'emplois; plus encore si la courbe actuelle poursuit son tracé exponentiel.

Le taux du chômage atteint désormais 7,6 %. On compte aux Etats-Unis 17,4 millions de demandeurs d'emploi, dont 11,6 millions bénéficient d'indemnités. S'y ajoutent 7,8 millions de personnes employées à temps partiel de manière non volontaire. En tout, la crise touche 25 millions d'individus. Son impact économique et social est énorme. L'indemnisation chômage ne dure, aux Etats-Unis, que six mois (moins dans certains Etats). Son niveau est généralement de 52 % du salaire moyen de l'année précédente, plafonné d'un Etat à l'autre à environ 1400 dollars par mois.

Or, le régime d'indemnisation chômage, partiellement financé par les employeurs et les salariés, est géré par les Etats. Selon un rapport public du 5 février, avec la hausse des inscriptions au chômage, les caisses de l'organisme d'indemnisation sont déjà vides dans sept Etats américains, et onze autres menacent d'être rapidement à court de liquidités. Résultat, nombre d'Etats ont déjà dû emprunter. D'autres s'apprentent à le faire. Mais leur accès au crédit, dont les conditions sont devenues plus drastiques, est de plus en plus resserré. Certains commencent d'envisager une augmentation des impôts à leur niveau pour renflouer leurs caisses d'assurance-chômage.

Dans son plan, M.Obama entend mettre des fonds publics à leur disposition. Et surtout, les aider à engager rapidement de grands chantiers pour relancer l'emploi. Ces postes sont peu touchés par la coupe de 117 milliards de dollars à laquelle le comité bipartisan a procédé (par rapport au plan issu des débats de la Chambre).

Mais globalement, les Etats, dont beaucoup voient leurs finances s'étioler avec la chute de leurs recettes fiscales, sont les premiers perdants : leur fonds de stabilisation fiscale est réduit de 40 milliards de dollars environ. Les programmes éducatifs perdent 14 milliards : la moitié des subventions pour l'école publique a disparu. Certains postes chers au président ont été éliminés, tels le financement (1,5 milliard) de l'extension du haut débit aux régions reculées, ou les 4,1 milliards destinés à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics. L'aide pour l'accès des chômeurs à la couverture santé est fortement réduite. Le crédit d'impôt pour aider la scolarité des enfants de familles à faibles revenus est revu à la baisse.

En revanche, le plan Obama est validé dans ses grandes lignes : la baisse de la fiscalité pour les salariés et les PME, le soutien financier à l'embauche et celui aux créations d'"emplois verts", les aides aux grands chantiers, l'allongement de la durée de l'indemnisation chômage, la plupart des mesures en faveur des plus nécessiteux...

ALGÉRIE

Les négociations entre le partenaire social et la direction générale du complexe sidérurgique Arcelor Mittal d'El Hadjar sur les conditions socioprofessionnelles des travailleurs, à l'effet de parvenir à une trêve sociale, se sont avérées infructueuses.

Le cas échéant, 7200 sidérurgistes menacent de paralyser le complexe.

MAROC

Après le succès de la grève du 27 janvier 2009, l'Organisation démocratique du travail appelle de nouveau à une journée de grève dans les administrations publiques, semi- publiques et collectivités locales le 10 février 2009, suivie d'une manifestation et sit-in devant le ministère de la modernisation des secteurs publics.

BOLIVIE

A mi-chemin entre le politique et le social, il faut enfin signaler la victoire du référendum constitutionnel qui permettra à Evo Morales de briguer un autre mandat mais surtout qui va faciliter le plan de réformes permettant notamment une meilleure répartition des terres et des richesses.

ACTUALITÉ SOCIALE

AU CŒUR DE LA CRISE MONDIALE : LA POLITIQUE SOCIALE

Par Jean-Claude CHAILLEY, secrétaire général de Réso

La crise économique et financière est doublée d'une crise sociale.

La crise a un an et demi. Elle est maintenant financière, économique et sociale.

On ne parle que plan sociaux, chômage technique, récession, ... 65 000 chômeurs supplémentaires en décembre en France, 500 000 aux Etats Unis, 650 000 au Brésil. Sony est en perte, même chez Microsoft et Intel on licencie.

On brûle ce qu'on a adoré : Grande Bretagne, Irlande, Espagne...

La révolte gronde de la Grèce à la Lituanie, de la Guadeloupe à la Chine...

Heureusement, on a trouvé la cause de la crise : l'immoralité des grands patrons qui ont de « mauvais résultats »

Les responsables de tous nos maux sont identifiés. Nicolas Sarkozy, après avoir un temps dénoncé le capitalisme financier et encensé le capitalisme d'entreprise, ne désigne plus aujourd'hui que quelques grands patrons coupables de toucher des bonus - auxquels pourtant leur contrat donne droit. Quelques uns ont jeté l'éponge. Ouf, le monde est sauvé !

Les rideaux de fumée ont une raison : masquer une des causes majeures de la crise, la baisse relative du coût du travail dans la valeur ajoutée.

Outre la marchandisation généralisée, la mondialisation libérale a eu pour but de réduire la part du coût du travail dans la valeur ajoutée. Rien qu'en France, il s'agit de plus de 150 milliards d'euros chaque année qui ne vont pas aux salariés. Toutes les couches de salariés, y compris l'immense majorité des cadres, sont concernées. Il y a 7 millions de travailleurs pauvres.

Les conséquences économiques sont notamment :

- La limitation de la consommation, partiellement compensée par l'endettement,
- La limitation de la production faute d'un marché « utile » (solvable) suffisant,
- Une masse de capitaux qui ne trouvant pas d'investissement dans la production, surtout aux taux de rentabilité exigés, se sont tournés vers une spéculation effrénée, créant une bulle qui ne pouvait qu'éclater.

-

Les salariés représentent 90% de la population active. S'ils ne peuvent consommer par manque de pouvoir d'achat ou crainte du chômage, la crise ne peut que s'approfondir. Distribuer l'argent public aux banques profitera surtout aux actionnaires.

L'échec des politiques libérales est attesté par la profondeur de la crise. Pourtant Nicolas Sarkozy s'obstine à continuer la même politique !

Libéralisation et privatisation de la Poste, projet de loi Bachelot, annonçant deux plans sociaux, amorce d'une nouvelle réforme des retraites, exonération permanente de cotisations sociales patronales, RGPP, suppressions de postes dans l'éducation nationale, plan social à RFI, délocalisations en province de l'INSEE, ...

Dans le privé les réformes gouvernementales accroissent la flexibilité, SMIC désespérément bas, remise en cause de fait des 35 H, retraites en chute libre...

Les mêmes politiques libérales se poursuivent, ne permettant pas de sortir la crise

Mais n'y a-t-il qu'une seule politique sociale possible ? Serait-il « irresponsable » d'augmenter de manière significative les salaires et les retraites ?

Des marges de manœuvre pour augmenter les salaires et retraites.

Remarque :

Il faut une augmentation significative et générale des salaires et des retraites !

La part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de 8 points, les impôts sur les sociétés ont baissé d'un tiers, les exonérations de cotisations sociales atteignent des sommets. Quoiqu'en dise le MEDEF, Il est donc possible et nécessaire d'augmenter les salaires.

Mais il y a une objection : la concurrence avec les pays à bas salaires, ... C'est une vraie question, il faut y répondre.

Depuis les années 80, le dumping entraîne le dumping.

Certes, le dumping social a commencé avec Reagan et Thatcher, mais dès 1983 la France a suivi, avec la « rigueur », la suppression de l'indexation des salaires sur les prix, entraînant les autres pays européens. Il est urgent d'inverser le processus

(suite page 4)

ACTUALITÉ SOCIALE

(suite de la page 3)

Faire respecter immédiatement les normes internationales existantes

On parle beaucoup de réguler, ce qui est nécessaire, mais n'a guère avancé depuis 1 an et demi de crise. Or il existe déjà des normes internationales minimales, ratifiées par 180 pays : les normes de l'OIT. Elles sont violées dans de nombreux pays : absence de liberté syndicale, travail des enfants, ..., La 1^{ère} mesure est de les faire appliquer, à défaut de prendre des sanctions, d'intervenir sur le tarif extérieur commun....

Le libre échange consiste entre autres à utiliser la main d'œuvre chinoise, indienne, ...dans un rapport de néocolonialisme. Ces peuples doivent sortir du sous développement, et pas seulement 5 ou 10 % d'entre eux. Cela permettrait aux usines de tourner, d'investir dans des processus industriels et des produits respectueux de l'environnement.

Remettre en cause la libéralisation des services publics et la dérégulation du droit du travail coordonnés par l'Union européenne

Non seulement la « concurrence libre et non faussée » n'a pas été remise en cause par les NON français, hollandais et irlandais, mais elle s'intensifie, avec l'accord de tous les gouvernements

Les directives s'accumulent : banalisation du livret A, suppression du monopole postal sur le courrier de moins de 50 g, libéralisation du trafic voyageurs,...Le projet de loi Bachelot intègre la santé dans les SIG, SIEG, alors qu'elle en est théoriquement exclue.

Pour la 1^{re} fois un arrêt de la Cour de justice des Communautés Européennes (CJCE) a donné la primauté au droit de la concurrence sur le droit du travail, y compris sur le droit de grève accusé de fausser la concurrence.

La directive Bolkestein s'applique à plein (arrêts CJCE).

Les services publics, les entreprises publiques, indissociables de notre devise « liberté, égalité, fraternité, » sont conduits à la marchandisation, à la privatisation (pacte de stabilité, libéralisation, interdiction des aides, fin du monopole, fin du statut...).

Serait-il « irresponsable » de développer et mieux protéger l'emploi ?

Depuis 25 ans, les mesures vont dans le même sens : rendre les licenciements plus faciles et moins coûteux. Toutes les semaines des salariés de PME / TPE viennent dans les permanences juridiques syndicales, jetés dehors, sans leur paie, sans les documents permettant de s'inscrire aux ASSÉDIC (Pôle emploi maintenant). L'indemnisation est souvent si faible qu'ils ne peuvent se faire défendre par un avocat. 65 tribunaux de prud'hommes sont fermés par le gouvernement.

Réforme après réforme, on légalise les dérogations à la baisse au Code du travail et aux conventions collectives, on s'achemine vers une négociation individuelle entre l'entreprise et le salarié, dans un rapport de forces qu'on devine. Sous-traitance, délocalisations, plans sociaux, désindustrialisent la France, appauvrissent la France et les Français.

Il faut mieux protéger l'emploi dans le privé, conserver et étendre des services publics modernisés, réindustrialiser, nationaliser parfois, mettre fin à la RGPP...

Non, les « profits d'aujourd'hui » ne sont pas « les emplois de demain ».

Sans changement de politique, les profits d'aujourd'hui seront la bulle spéculative de demain.

Il faut rétablir un équilibre plus favorable aux salariés !

LES BRAS M'EN TOMBENT

GPM étiquettes : l'odieux chantage à l'emploi !

D'après une info transmise par Laurent BOUVIER

L'usine givetoise GPM étiquettes vient de faire savoir qu'elle connaissait des difficultés économiques. Pour y faire face, elle a informé ses 23 salariés qu'elle envisageait le licenciement de 7 d'entre eux. Toutefois, 2 solutions ont été proposées aux salariés pour limiter le nombre de licenciements : une baisse de 5 % des salaires en échange de la sauvegarde de 2 emplois ou une baisse de 10 % des salaires en échange de la

sauvegarde de 5 emplois. Heureusement, les salariés de GPM étiquettes ont majoritairement décidé de rejeter ces 2 propositions de la direction. Aucune de ces propositions n'étant acceptable. D'abord, parce que baisser des salaires qui déjà ne leur permettent que difficilement de faire vivre leurs familles n'a aucun sens. Ensuite, parce qu'ils ont bien compris que ce chantage n'avait aucune raison de s'arrêter

là. Pourquoi demain ne leur demanderait-on pas de travailler gratis ?

Enfin, cet odieux chantage revient à rendre responsables du chômage les salariés eux-mêmes. Certains n'hésiteront sans doute pas à les accuser de manquer de solidarité. Désolé, mais la vraie solidarité, c'est justement de ne pas accepter n'importe quoi !

ACTUALITÉ SOCIALE

Communiqué de Résistance Sociale

RETROUSSONS-NOUS LES MANCHES POUR CRÉER L'UNITÉ, POUR UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE !

Le masque vient de tomber : le système libéral loin de pouvoir s'autoréguler ne vise qu'à permettre la socialisation des pertes et la maximalisation des profits.

Le gouvernement si prompt à sauver le système financier à coup de milliards **continue de détruire notre système social**.

Tout semble devoir passer à la moulinette du libéralisme : de notre santé à notre courrier, la rentabilité semble être devenu l'unique objectif.

Mais rentabilité pour qui ?

✚ **Pas pour les salariés** qui voient leur pouvoir d'achat fondre d'année en année et leur précarisation s'accroître ! Travailler plus en gagnant moins : ça suffit !

✚ **Pas pour nos enfants** ! La fin de l'égalité des chances, l'École à deux vitesses, le mépris des enseignants, la suppression des postes et des heures de cours dans le public, la remise en cause des compétences du personnel des crèches et de l'utilité de la maternelle : ça suffit !

✚ **Pas pour notre tissu industriel et la recherche** : au nom de l'Europe, de l'OMC, du FMI, bref du libre-échange, on ne protège plus nos emplois, nos industries, nos savoirs faire ! Les délocalisations, le dumping social : ça suffit !

✚ **Pas pour les retraités** à la merci de la moindre humeur du gouvernement, comme la loi Boutin ou la suppression des pensions de reversions ! Avoir travaillé toute sa vie pour une retraite de misère, avoir l'impression que sa retraite est dû à la charité de notre société non à un dû, ça suffit !

✚ **Pas pour les usagers** : nos services publics sont démantelés et ne cessent de se détériorer afin d'être rentable pour être privatisés, pour les profits boursiers, ça suffit !

Il est temps non seulement de manifester notre mécontentement mais de nous organiser !

Un peu partout des collectifs naissent pour associer usagers, salariés et élus.

De partout l'unité syndicale, politique et associatif progresse.

Il est grand temps de nous faire entendre !

L'unité interprofessionnelle et le renforcement de l'interaction entre les différences forces d'opposition est nécessaire !

Salariés du privés et du public, retraités et chômeurs notre combat est le même : une entreprise, un commerçant, une Poste, un hôpital ou une gare qui ferme c'est l'affaire de tous !

Notre pouvoir d'achat a baissé de manière constante depuis 10 ans au prétexte que les caisses étaient vides ! La richesse que nous produisons va de plus en plus au capital et de moins en moins sur notre fiche de paie.

Ensemble exigeons la République Sociale !

Reprenons notre destin en main : ce n'est pas à Bruxelles ou à Washington que les choses se décident. Ce sont notre président et notre gouvernement qui signent les directives, qui signent les accords internationaux ! Ils ne sont pas simplement complices, ils sont initiateurs !

Les peuples sont souverains. il est grand temps que nos gouvernements se le rappellent !

Travaillons à l'Unité !

Rejoignez-nous !



ACTUALITÉ SOCIALE

CHANGEMENT DE STATUT DE LA POSTE

Par Edouard LE COZ

A ce jour, des centaines milliers de signatures contre la privatisation de la Poste ont été recueillies à travers toute la France. Même si le chemin est encore long pour aboutir aux 4,5 millions nécessaires pour demander une consultation du peuple français par référendum, la mobilisation ne doit pas faiblir, au contraire. Des comités locaux et départementaux continuent à se créer dans tout le pays. Des référendum locaux sont aussi organisés. Partout où c'est possible, il faut solliciter les élus et citoyen-ne-s afin qu'ils soutiennent et organisent réunions publiques et votations citoyennes pour faire comprendre les enjeux.

Chacune et chacun doit en être conscient : la transformation de la Poste en société anonyme à capitaux 100% publics ne serait qu'une première étape vers sa privatisation.

Il faut se servir de la crise économique et sociale que nous vivons et qui n'en est qu'à ses débuts pour souligner l'importance du service public postal dans l'aménagement du territoire mais aussi dans le lien social entre les Français qu'apportent les postiers et postières.

La transposition en France de la directive européenne visant à supprimer le monopole sur le courrier de moins de 50 g risque aussi d'avoir de lourdes conséquences pour la Poste, comme on le voit dans d'autres pays (voir ci-dessous).

Or, les deux sont liés puisque le gouvernement prévoit de mettre dans un même projet de loi transposition de la directive et changement de statut.

Résistance Sociale vous appelle à participer partout à l'action des comités contre la privatisation de la Poste et à en créer s'il n'en existe pas dans votre département ou votre commune.

PRIVATISATION DES POSTES EUROPÉENNES : QUAND LA COHÉSION SOCIALE ET LE SERVICE PUBLIC DEVIENNENT LES VARIABLES D'AJUSTEMENT LIBÉRALES...

Par Julien DUVAL

Les déboires de la poste anglaise illustrent parfaitement l'impact néfaste d'un changement de statut, d'une ouverture de capital ou pire d'une privatisation des services postaux. Société anonyme détenue par l'Etat britannique, la poste anglaise a « failli » faire faillite en 2002. D'où une restructuration gigantesque et un coût social très, très élevé : plus de 30 000 suppressions d'emplois.

L'exemple le plus frappant vient d'Allemagne. En 1996, Deutsche Post se transforme en société anonyme. Bien entendu (!), la convention collective est alors modifiée en défaveur des salariés. Le capital de cette poste SA est ouvert en 2000 à hauteur de 32%. Conséquence terrible sur l'emploi : depuis lors, près de 100 000 emplois ont été supprimés.

A l'heure actuelle, la poste autrichienne supprime 9000 emplois, soit un tiers des effectifs. Elle va, de plus, fermer un tiers de ses bureaux. Coté en bourse depuis 2006, cette société compte 26 800 employés. Depuis le début de la privatisation, elle a déjà fermé plus de 1000 bureaux. Tollé général en Autriche contre la disparition annoncée d'un service de proximité indispensable.

Outre les suppressions d'emplois, ces trois exemples européens montrent que privatiser c'est détruire le service postal. Les effets de la libéralisation sont, hélas, terribles et fragilisent les conditions de travail : il y a un recours accru à l'externalisation et à la sous-traitance ; pour les employés le temps partiel imposé devient « monnaie courante » tout comme l'utilisation d'intérimaires mal payés.

Espérons qu'en France le rapport de forces et les luttes sociales sauveront le service public et notamment la présence postale, source de cohésion sociale...

Sauvons la statistique publique !

Qu'est-ce qui ne va pas dans l'information ?

Par Alain GÉLY

L'indépendance de la presse écrite et audiovisuelle, on l'a vu, mais aussi l'indépendance de l'information statistique est un garde-fou majeur de notre démocratie, aujourd'hui gravement menacé.

La statistique publique, c'est, rappelons-le, l'Insee mais aussi les services statistiques des ministères comme la Dares qui produit des statistiques sur le travail ou encore la Drees, responsable des statistiques dans le domaine sanitaire et social. Vous connaissez bien nos productions, des indicateurs clés comme le taux de croissance, l'indice des prix, le taux de chômage, les écarts d'espérance de vie entre les cadres et les ouvriers, le taux de pauvreté pour ne retenir que les plus connus. L'Insee et les services statistiques des ministères produisent également des études largement reprises dans la presse et fournissent aux chercheurs des données brutes qui alimentent leurs travaux.

En fait, l'Insee et la statistique publique remplissent une mission de service public qui vise à nourrir le débat démocratique. Cela consiste à produire une information fiable et impartiale, et à la mettre à disposition de tous. De tous, c'est qui ?

- des « décideurs » politiques, bien entendu : nos travaux doivent les aider à prendre leurs décisions

- mais la statistique publique doit aussi servir, plus largement, l'ensemble des citoyens, les associations, les organisations syndicales, pour leur permettre de juger sur pièces le bien fondé des décisions politiques, voire d'élaborer les contre-projets politiques, économiques, et sociaux. Et ça, c'est vital pour la démocratie.

En pratique, la garantie de ces droits pour chacun repose sur l'assurance qu'au quotidien, les statisticiens publics, ils sont 8000, puissent travailler en toute impartialité. Bien sûr, leurs compétences et leur déontologie constituent une garantie en la matière, mais elles ne sauraient être que relatives et naturellement discutables elles aussi. Mais, comme pour d'autres professionnels de l'information, ils doivent faire face à des pressions politiques plus fortes que jamais :

- remises en cause publiques des statistiques qui ne coïncident pas avec le discours gouvernemental,

- limogeage du directeur général de l'Insee (une première depuis la création de l'Institut en 1946 !),

- blocage de publications par certains cabinets ministériels,

- non respect des dates de publications officielles quand elles sont dérangeantes pour la communication politique.

Ce sont autant de moyens, de plus en plus fréquemment employés, de porter atteinte à l'indépendance professionnelle de la statistique publique et, ceci, au mépris le plus complet du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne que la France s'est pourtant engagée à respecter.

Début septembre, le Gouvernement innove en la matière. Sans aucune concertation préalable, il annonce la délocalisation à Metz d'une partie importante de la statistique publique, sans lien avec ses missions mais pour compenser les pertes d'emplois dans les territoires touchés par la réforme de la carte militaire.

Dans un contexte de baisse des effectifs sans précédent, cet oukase menace l'efficacité et la qualité de la statistique publique. Et son indépendance.

De plus en plus d'élus, y compris dans la majorité gouvernementale, d'économistes, de sociologues, d'organisations syndicales s'en inquiètent publiquement. Et même le directeur général de l'Insee lui-même, alerte sur ce qu'il cite : « le risque élevé de pertes d'expérience professionnelle et de capital humain ». On sait en effet qu'en cas de délocalisation, seulement 10% des agents suivent leur poste délocalisé.

L'exemple désastreux de l'office statistique britannique, délocalisé suite aux années Thatcher, confirme bien que la crédibilité des travaux de la statistique publique est fragile.

Cette crédibilité repose sur la compétence et la déontologie des agents que l'on recrute, et sur les moyens alloués à leurs missions. Une crédibilité remise en cause ou des moyens moindres, c'est une capacité affaiblie à résister aux pressions.

Sans l'indépendance, la statistique ne serait plus publique mais étroitement gouvernementale ou marchande. Les statisticiens publics sont aujourd'hui plus que jamais déterminés à résister pour préserver une statistique publique indépendante. Notre indépendance n'est pas un privilège mais une nécessité pour la démocratie.

Comité de défense de la statistique publique

www.sauvonslstatistiquepublique.org

COUP DE GUEULE

Rêve ou réalité de demain ?

Par Béatrice DURAND et Yves MESCOFF

Lorsque j'écoute les informations, j'ai l'impression de faire un bond dans le temps. Mais pas en avant.

En plein XXIème siècle, je crois me retrouver à l'époque de Napoléon III, temps où « le Président » devenu empereur imposait sa loi, décidait de tout, méprisait le peuple.

Aujourd'hui, lorsque la ville de Marseille est bloquée par la neige, ce qui n'arrive tout de même pas tous les jours, le Président de la République envoie à grands frais des hommes de l'Elysée mener une enquête sur place. Comment, en effet, se fait-il que Marseille ne soit pas équipée de chasses-neige ou que sa gare ne soit pas dotée d'un système de dégivrage automatique ?

Lorsque les agents de la SNCF se mettent en grève parce qu'un des leurs s'est fait agresser et que, pour éviter les accidents dus à un trop grand nombre d'usagers sur les quais, la SNCF décide de fermer la gare, que fait le Président ? Plutôt que de donner une réponse aux agents qui craignent pour leur sécurité, il exige, par voie de presse, que le responsable de la SNCF s'excuse publiquement.

Lorsque le chef de l'Etat se déplace dans un département et que le Préfet n'arrive pas à tenir loin de ses oreilles la population qui manifeste son mécontentement, que fait le Président ? Plutôt que de répondre aux revendications de la population, il limoge le préfet et le chef de la police.

Lorsqu'une infirmière commet l'irréparable, parce qu'elle est venue, malade, faire son service, que fait le Président ? Plutôt que d'admettre que l'hôpital public souffre d'un manque criant de personnel, il évoque un problème de gouvernance et parle d'erreur humaine.

Lorsque les journalistes de la télévision publique osent rendre compte aussi honnêtement que possible de la réalité de

l'information, que fait le Président ? Plutôt que d'exiger que la télévision privée chez laquelle il compte beaucoup d'amis en fasse autant, il s'arroge le droit de nommer le Président de France Télévision, espérant ainsi mettre au pas tous ceux qui veulent simplement exercer correctement leur métier.

Lorsque des juges d'instruction s'avisent de vouloir poursuivre leurs enquêtes sur des faits commis par des responsables politiques ou des chefs d'entreprise, que fait le Président ? Plutôt que de donner à la justice les moyens de faire correctement son travail, il décide de supprimer les juges d'instruction et de confier l'instruction au parquet. Ainsi, espère-t-il, il sera plus facile d'écarter les affaires sensibles et de faire qu'elles ne voient jamais le jour.

Oui décidément chaque jour qui passe me donne l'impression qu'on a subrepticement changé de régime et qu'on est revenu au temps du Second empire.

Je ne voudrais pas être oiseau de mauvais augure mais le pouvoir en place ferait bien de se rappeler comment celui-ci s'est terminé.

Il a certes fallu 22 ans et une guerre perdue pour que le peuple chasse du pouvoir le « petit Napoléon » et sa clique, l'ami des banquiers et des entrepreneurs.

Mais aujourd'hui le peuple n'est plus celui de 1860 auquel Guizot pouvait dire « enrichissez-vous ! » et qui courbait l'échine à chaque coup de cravache. Il l'a montré le 29 mai 2005, lors de la bataille contre le CPE et tout récemment le 29 janvier 2009.

A trop vouloir le prendre pour un imbécile ou pour un esclave, il se pourrait bien qu'il se révolte pour de bon !

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : resistance.sociale@aliceadsl.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable : E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)